

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 Orléans

Orléans, le 31/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAPREC ENERGIES 45 (ex ARCEVAL ex CIDEME)

7 rue du Docteur Lancereaux
75008 Paris

Références : n°293/2024
Code AIOT : 0010000974

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2024 dans l'établissement PAPREC ENERGIES 45 (ex ARCEVAL ex CIDEME) implanté Usine d'incinération Les Gatines Arrabloy 45500 Gien. L'inspection a été annoncée le 30/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été effectuée dans le cadre du plan de contrôle de l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC ENERGIES 45 (ex ARCEVAL ex CIDEME)
- Usine d'incinération Les Gatines Arrabloy 45500 Gien
- Code AIOT : 0010000974
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PAPREC Energies 45 (anciennement ARCEVAL), exploite sur la commune de Gien-Arrabloy une unité d'incinération d'ordures ménagères et de déchets d'activités de soins à risque infectieux (DASRI) ainsi qu'une plate-forme de maturation des mâchefers.

Les activités exercées par la société PAPREC Energies 45 sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral du 15 février 2023 et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 décembre 2023.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Conformité incinérateurs IED
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Néant

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
13	Respect des VLE journalières des rejets atmosphériques en période NOC	Arrêté Préfectoral du 15/02/2023, article 3.2.4.	Demande d'action corrective	60 jours
14	Respect des VLE journalières des rejets atmosphériques en situation R-EOT	Arrêté Préfectoral du 15/02/2023, article 3.2.4.	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Assurance Qualité des AMS – QAL2	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Susceptible de suites	Sans objet
2	Registre des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	Susceptible de suites	Sans objet
3	Assurance Qualité des	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	appareils de mesure en continu – AST	27		
4	Assurance Qualité des AMS – QAL1	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Susceptible de suites	Sans objet
5	Assurance Qualité des AMS – QAL3	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Susceptible de suites	Sans objet
6	Conditions de combustion : T2S	AP Complémentaire du 15/02/2023, article 2.5.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
7	Applicabilité de l'arrêté ministériel	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1	/	Sans objet
8	Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2.a	/	Sans objet
9	Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2.a	/	Sans objet
10	Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.5.	/	Sans objet
11	Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.1.	/	Sans objet
12	Respect des VLE Vitesses d'éjection et débits	Arrêté Préfectoral du 15/02/2023, article 3.2.3.	/	Sans objet
15	Respect des VLE 1/2 heures sur les rejets	Arrêté Préfectoral du 15/02/2023, article 3.2.4.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	atmosphériques			

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Assurance Qualité des AMS – QAL2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 23/02/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent.</p> <p>Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.</p>
Constats : <div style="border: 1px solid black; padding: 10px; margin-top: 10px;"> <p>Ce constat fait suite à l'action nationale de 2022 sur le suivi des appareils de mesure en continu. En 2023 les observations de l'inspection étaient les suivantes : Le QAL2 de la ligne 1 réalisé par APAVE du 26 au 28/10/2022 a été fourni. L'exploitant explique que les résultats ne sont pas cohérents et que les courbes ne seront pas intégrées parce que non validées par le fournisseur des analyseurs. Un nouveau QAL2 sur la ligne 1 est prévu en mars 2023. De même, dans le rapport QAL2 du 24/11/2022 la VLEJ utilisée est toujours de 120 pour les NOx au lieu de 80, les mesures de poussières n'ont duré que 30 minutes alors que les agréments imposent des mesures d'une heure minimum pour les paramètres particuliers. Le constat [C4] était le suivant : Le contrôle QAL2 de 2022 n'a pas été réalisé conformément à la norme en vigueur.</p> </div>

Constat de 2024 :

L'inspection constate qu'un nouveau QAL2 sur l'AMS MIR TF (multigaz) a été réalisé par la société APAVE (Accréditation COFRAC n° 1-7202) du 14 au 21 mars 2023. Dans son rapport n°1000062260-001 version 2, le bureau de contrôle a établi les courbes d'étalonnage pour chaque gaz. L'inspection constate que ces courbes ont bien été intégrées dans le logiciel d'acquisition de l'AMS. Cette action a été réalisée par le prestataire ENVEA le 20/06/2023 après le QAL2.

Dans son rapport de QAL2, l'APAVE conclut à la conformité des résultats fournis par les AMS titulaires et redondants des deux lignes. Dans le rapport de l'APAVE la VLE mentionnée pour les NOx est toujours de 120 au lieu de 80. **Cette donnée devra être modifiée.**

Les analyseurs de poussières sont des opacimètres (PCME QAL181). Dans le rapport de QAL 2 de l'APAVE, le bureau de contrôle précise que la vérification du zéro, réalisé avec un filtre opacité étalon et de l'atténuation de base a été réalisée sur site. Selon la norme NF EN 14181, la validation initiale des équipements réside essentiellement sur l'établissement de la fonction d'étalonnage des analyseurs automatiques par rapport aux méthodes de référence et dans un test sur la variabilité des mesures. Pour cet AMS 6 mesures ont été réalisées permettant de conclure à la conformité des données fournies par l'AMS.

Dans ces conditions l'inspection considère que l'écart est soldé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Registre des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er

Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets entrants

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité :- la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs

producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Pour rappel la NC1 du 22/03/2021 : Le registre des déchets entrants ne mentionne pas le numéro des BSD le cas échéant (DASRI notamment), l'adresse de l'installation expéditrice, l'adresse du transporteur ainsi que le numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-53 du code de l'environnement.

Observations du 23/02/2023 : L'exploitant explique disposer de toutes les données pour le passage au RNDTS. Les données 2023 y seront intégrées en mai et les données 2022 en juin 2023. Les logiciels de PAPREC ne sont pas interopérables avec la plateforme du ministère donc ils vont devoir faire un envoi quotidien via la trame excel fournie enfin stabilisée (fichier d'import). Les tableurs "journal des pesées" et "extraction logiciel pesées" ont été fournis. Les codes déchets sont présents dans "extraction logiciel pesées" mais tous ne sont pas renseignés. Les informations producteurs et transporteurs sont présents dans "extraction logiciel pesées" mais les numéros de récépissé des transporteurs ne sont pas tous renseignés. L'opération de traitement est présente dans "extraction logiciel pesées". Les numéros de BSD, les quantités se trouvent dans "journal des pesées".

Constat du 31/05/2024

Lors de la visite, l'inspection a eu accès à l'extraction du registre des entrées du 31 mai 2024. Sur le tableau excel, l'inspection constate qu'une colonne intitulée « transporteur récépissé » a été ajoutée. Pour chaque entrées du 31 mai 2024, un n° de récépissé du transporteur est renseigné.
Plus d'écart constaté sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Assurance Qualité des appareils de mesure en continu – AST

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27

Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, l'écart de 2022 relevait que le nombre de mesurage de l'AST de 2021 n'est pas justifié et les droites QAL 2 de 2020 de l'analyseur redondant ligne 2 pour les paramètres humidité et O₂ n'ont pas été prises en compte dans l'AST de 2022.</p> <p>En réponse l'exploitant avait indiqué :</p> <p>-Concernant le nombre d'essais AST, dans les feuilles de calculs de chaque paramètre, pages 27 à 71, on trouve l'explication du nombre d'essais en fonction du critère < 30 % de la VLEJ ou non.</p> <p>-Pour les droites O₂ et H₂O de l'AMS redondant, il y a eu effectivement une erreur dans le dépouillement du laboratoire car ce sont les droites du titulaire qui sont utilisés pour ces paramètres. Pour ces 2 points, il faut vous tourner vers le laboratoire qui a réalisé la prestation AST pour qu'il puisse vous répondre également.</p> <p>En 2023, l'inspection a reconnu que la réponse sur le nombre de mesures du test annuel de surveillance (AST) était en accord avec les conditions du guide du BQA (guide d'application de la mesure en continu des rejets atmosphériques version février 2022).</p> <p>Par contre, pour la dérive des paramètres O₂ et H₂O, le sous-traitant ENVEA cite la responsabilité d'une autre entité chargée de vérifier le Système Automatique de Mesure (AMS). Cette argumentation est insuffisante, PAPREC ENERGIES doit mieux justifier la dérive des paramètres sus cités (O₂, H₂O). Les arguments de la société en charge de l'AST doivent être présentés et discutés.</p> <p>Constat 2024 :</p> <p>Suite à la demande de l'inspection formulée ci-dessus, l'APAVE a effectivement reconnu que pour l'analyseur redondant de la ligne n°2 les droites de calibration en O₂ et en H₂O étaient erronées. Toutefois, compte tenu du faible écart entre les droites des rapports AST 2021 et 2022 et les droites du QAL2 de 2020, l'impact est jugé nul (O₂ 1,03X au lieu de 1,05x et H₂O 0,89x + 0,02 au lieu de 0,88x + 0,01), et ne remet pas en cause les conclusions des rapports AST de 2021 et 2022.</p> <p>L'écart est donc soldé</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Assurance Qualité des AMS – QAL1

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/02/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, l'écart relevé en 2022 lors de l'action nationale sur la qualité des appareils de mesure en continu indiquait que pour l'AMS (MIR FT), l'étendue des mesures certifiées pour le NO₂ et le HF est plus de 1,5 fois supérieure à la VLE jour en NOx et HF ce qui n'est pas conforme aux préconisations de la norme NF EN 15267-3.</p> <p>Analyse de l'inspection en 2024 : Depuis l'obtention des certifications, un abaissement de certaines VLEj a engendré une impossibilité de respecter le critère gamme/VLEj pour les AMS déjà en place. Pour cette situation, les textes normatifs indiquent que les AMS peuvent être considérés conformes durant toute leur durée de vie si les résultats des tests QAL2, AST et QAL3 sont satisfaisants. C'est le cas pour l'UVE de Gien.</p> <p>L'écart est donc soldé</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Assurance Qualité des AMS – QAL3

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/02/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, en 2022, l'inspection avait relevé le fait que l'exploitant ne réalisait pas de QAL3. La réalisation des QAL3 vise à garantir la qualité des mesures lors du fonctionnement en routine de l'installation. Cela est mis en œuvre via le contrôle de dérive de l'analyseur par injection de matériaux de référence.</p> <p>Observation en 2024 : Le QAL3 de la ligne 1 a été mis en service en mars 2023. C'est la société ENVEA qui est chargée de réaliser la maintenance des AMS et la procédure QAL3 sur le site. Cette procédure est réalisée</p>

mensuellement.
L'écart est soldé
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Conditions de combustion : T2S

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/02/2023, article 2.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, T2S
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/02/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 28/06/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations d'incinération sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que, même dans les conditions les plus défavorables que l'on puisse prévoir, les gaz résultant du processus soient portés, après la dernière injection d'air de combustion, d'une façon contrôlée et homogène, à une température de 850 °C pendant deux secondes, mesurée à proximité de la paroi interne ou en un autre point représentatif de la chambre de combustion.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les lignes sont équipées de deux bruleurs au fioul. Au démarrage de la ligne le 1er bruleur initie la montée de température dans le four jusqu'à 450 °C puis le second bruleur d'appoint assure la montée jusqu'à 900 °C. La combustion des déchets un fois lancée la procédure permet l'arrêt du bruleur de démarrage puis quand la température du four est supérieur à 900 °C le bruleur d'appoint se coupe à son tour. Si par contre la température redescend au dessous de 880°C il se remet en route automatiquement.</p> <p>Lors de la visite du 31 mai 2024, l'inspection a contrôlé en salle de quart la température "2 secondes". Vers 12h la T2S était à 990°C. Dans le rapport mensuel d'exploitant de février 2024, l'inspection relève que le 20 février 2024, sur la ligne 1, une T°C mini a été enregistrée inférieure à 850 °C.</p> <p>Interrogé sur ce résultat, l'exploitant a indiqué qu'une panne d'alimentation de l'onduleur liée à des travaux sur les lignes électriques a engendré la mise en sécurité complète de la ligne. Dans cette situation, les automates stoppent l'introduction des déchets mais également bloquent les bruleurs d'appoint.</p> <p>Cet évènement est bien enregistré sur le compteur des OTNOC (mis à bas des feux). C'est le seul écart depuis le 1er janvier 2024.</p> <p>Dans ces conditions l'inspection ne relève pas d'écart.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Applicabilité de l'arrêté ministériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Situation administrative de l'installation
Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution 2019/7987 susvisée aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation pour au moins une des activités suivantes : 1. Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets : a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (rubrique 3520/a) ; b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (rubrique 3520/b) ; 2. Elimination ou valorisation de déchets dans des installations de co-incinération de déchets : a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (rubrique 3520/a) ; b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (rubrique 3520/b), et dont l'objectif essentiel n'est pas de produire des produits matériels, et lorsqu'au moins une des conditions suivantes est remplie : - seuls des déchets autres que les déchets de biomasse au sens de la rubrique 2910 sont incinérés ; - plus de 40 % du dégagement de chaleur qui en résulte provient de déchets dangereux ; - des déchets municipaux en mélange sont incinérés.
Constats : L'incinérateur de Gien est bien classé sous la rubrique 3520a à raison de 3t/h maximum (cf. article 1.2.1. de l'APC du 15/02/2023). Les prescriptions de l'arrêté du 12/01/2021 sont donc bien applicables. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2.a
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux
Prescription contrôlée : Mercure - Fréquence de surveillance : En continu (5) (6). Notas : (5) Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinquante heures cumulées sur une année. (6) Dans le cas d'un monoflux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée, comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut-être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN

13211.
<p>Constats :</p> <p>Le suivi en continu du mercure est effectif depuis novembre 2023 pour la ligne 1. La ligne 2 est à l'arrêt depuis le 3 décembre 2023. Un compteur des durées cumulées de l'indisponibilité de l'appareil de mesure du mercure a bien été mis en place. Depuis le 1er janvier 2024 la durée cumulée est de 9h.</p> <p>Pas d'écart relevé sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2.a
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux
<p>Prescription contrôlée :</p> <div> <p>PBDD/PBDF (7) - Fréquence de surveillance : tous les six mois.</p> <p>(7) La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant l'ajout du brome dans la chaudière (annexe 5, 5.2.5.d) avec injection de brome en continu. Les analyses sont réalisées dans les mêmes conditions et selon les mêmes normes utilisées pour la surveillance et l'analyse des PCDD/F.</p> <p>PCB de type dioxines - Fréquence de surveillance : Une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8); Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables (8) (9).</p> <p>(8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS- ITEQ/Nm³.</p> <p>(9) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme.</p> </div>
<p>Constats :</p> <p>La surveillance des PCB de type dioxynes est bien réalisée tous les mois via les cartouches de résine XAD2 installées tous les mois. L'exploitant a présenté les résultats d'analyse des mois de janvier, février, mars et avril 2024 réalisée par la société KALI'AIR. La surveillance "court terme" des PCB type Dioxines est également prévue en même temps que la surveillance "court terme" des PCDD/PCDF.</p>

Pas d'écart sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.5.
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Durant les conditions autres que normales (OTNOC = other than normal operating conditions), l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions.</p> <p>Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.</p>
<p>Constats :</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté les rapports mensuels des situations OTNOC.</p> <p>Concernant les émissions au démarrage et à l'arrêt de l'installation (y compris les émissions de PCDD/PCDF mesurées en semi-continu), des mesures sont prévues lors de la prochaine phase d'arrêt/redémarrage prévue en 2025 pour maintenance.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.1.
Thème(s) : Actions nationales 2024, Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions.</p> <p>Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les

incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;

- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;
- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.

Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.

Constats :

A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté son plan de gestion et la liste des situations autre que normale qui sont en mesure de survenir sur l'installation. Ce document liste bien les risques OTNOC en prenant comme référence la liste établie à l'annexe 12 du guide FNADE V4. 31 situations OTNOC ont été identifiées (une seule situation non automatique est prévue pour faire face à une situation non automatisable).

Des compteurs de durée de ces situations sont également mis en place.

La consultation des compteurs sur les 5 premiers mois de l'année indique :

Janvier 7h 33mn de situation OTNOC

février 55h 02mn de situation OTNOC

mars 27h 40mn de situation OTNOC

avril 7h 34mn de situation OTNOC

mai 11h 27mn de situation OTNOC

soit un total de 109h 12mn.

L'exploitant explique ces durées importantes du fait de la prise en main du nouveau four associé aux travaux sur la ligne 2 qui génèrent des périodes OTNOC intempestives.

L'attention de l'exploitant est attirée sur le fait qu'il risque de dépasser le compteur de 250 h par an s'il ne réduit pas la survenue de période OTNOC.

Pas d'écart relevé sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Respect des VLE Vitesses d'éjection et débits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2023, article 3.2.3.

Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des VLE Vitesses d'éjection et débits

Prescription contrôlée :

	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit 1	45000	12

Conduit 2	45000	12
<p>Constats :</p> <p>En 2023 le débit moyen annuel est de 27865 Nm³/h pour la ligne 1 et 25649 Nm³/h pour la ligne 2. En 2024 sur les 3 premiers mois de l'année, le débit moyen est d'environ 30000 Nm³/h.</p> <p>Au cours de la visite l'inspection a vérifié la vitesse d'éjection des gaz en salle de quart de la ligne 1. Cette vitesse est de 24 m/s.</p> <p>Pas d'écart relevé sur ce point.</p>		
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 13 : Respect des VLE journalières des rejets atmosphériques en période NOC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2023, article 3.2.4.	
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des VLE journalières des rejets atmosphériques	
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> -à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; -à une teneur en O₂ de 11 % sur sec. <p>On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.</p> <p>Les concentrations et flux de polluants rejetés dans l'atmosphère par chaque ligne sont inférieurs aux valeurs limites suivantes :</p>	
Paramètre	Valeur limite en moyenne journalière ou sur la période d'échantillonnage en période normale de fonctionnement (NOC) (mg/Nm ³) à partir du 03/12/2023.
Poussières totales	5
COT	10
CO	50
Chlorure d'hydrogène (HCl)	6

Fluorure d'hydrogène (HF)	1
Dioxyde de soufre (SO ₂)	30
NOx	80
Ammoniac (NH ₃)	10
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) + thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	0,02
Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V	0,3
Mercure et ses composés (Hg)	0,02
PCDD/PCDF en ngI-TEQ/Nm ³	0,06

Constats :

A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté les résultats des mesures des concentrations moyennes journalières de janvier à mai 2024.

L'inspection constate un dépassement de la VLE en moyenne journalière en situation de fonctionnement normale pour le paramètre mercure le 28 janvier 2024. Ce dépassement est consécutif à la présence probable d'un déchet contenant du mercure.

Pas d'autre dépassement constaté.

Une concentration anormalement élevée en mercure (pic à 84,18 g/Nm³-VLE à 20 g/Nm³) a été constatée à 5h25 et 11h le 28 janvier 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Un rappel de l'importance du tri à la source pour que des déchets contenant du mercure ne soient pas mélangés avec les OM doit être fait auprès du syndicat en charge du ramassage des OM.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 14 : Respect des VLE journalières des rejets atmosphériques en situation R-EOT**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/02/2023, article 3.2.4.**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Respect des VLE journalières des rejets atmosphériques en situation R-EOT**Prescription contrôlée :**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ de 11 % sur sec.

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Les concentrations et flux de polluants rejetés dans l'atmosphère par chaque ligne sont inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Paramètre	Valeur limite en moyenne journalière pendant la période de fonctionnement effective (R-EOT) (mg/Nm ³)
Poussières totales	10
COT	10
CO	50
Chlorure d'hydrogène (HCl)	10
Fluorure d'hydrogène (HF)	1
Dioxyde de soufre (SO ₂)	50
NO _x	80
Ammoniac (NH ₃)	30
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) + thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	0,05
Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V	0,5

Mercuré et ses composés (Hg)	0,05
PCDD/PCDF en ngI-TEQ/Nm ³	0,1

Constats :

Un seul dépassement de la VLE en concentration moyenne journalière en situation effective (R-EOT). Ce dépassement concerne le mercure le 28 janvier 2024 (cf point précédent)

La concentration en mercure le 28 janvier 2024 excède la VLE moyenne journalière en situation effective.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 15 : Respect des VLE 1/2 heures sur les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2023, article 3.2.4.

Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des VLE 1/2 heures sur les rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ de 11 % sur sec.

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Les concentrations et flux de polluants rejetés dans l'atmosphère par chaque ligne sont inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Paramètre	Valeur limite en moyenne sur une demi-heure pendant la période de fonctionnement effectif (R-EOT) (mg/Nm ³)
Poussières totales	30
COT	20
CO	150

Chlorure d'hydrogène (HCl)	60
Fluorure d'hydrogène (HF)	4
Dioxyde de soufre (SO ₂)	200
NOx	160
Ammoniac (NH ₃)	60

Constats :

L'analyse des enregistrements des concentrations moyennes sur une demi-heure sur l'année 2024 montre :

- aucun dépassement sur le mois de janvier;
- 6 dépassements de la VLE pour le paramètre HCL, 2 dépassements de la VLE pour le paramètre SOx et 1 dépassement de la VLE pour le paramètre CO en février;
- 1 dépassement de la VLE pour le paramètre CO en mars;
- aucun dépassement des VLE en avril;
- aucun dépassement des VLE en mai.

L'article 2.5.6.2.1. de l'arrêté préfectoral mentionne que la durée cumulée des défaillances techniques de traitement des effluents atmosphériques ne doit pas dépasser 60 h sur l'année. Le compteur 60h de l'établissement au 30 mai 2024 est de 6h30.

En 2023, ce compteur affichait 21 h pour la ligne 1 et 22 h pour la ligne 2 qui était encore en service.

Pas d'écart constaté à ce stade

Type de suites proposées : Sans suite